

Opinion

Quotidien libéral // politique, économie, international

Microsoft revoit
à la baisse
ses ambitions
dans le métavers

THE WALL STREET JOURNAL.

Notre cahier exclusif

Costs: un impératif social

députés, jusqu'au sein du
réclamer des marqueurs
n, rengaine archiconnue,
sociale. Au point qu'un
ne s'inquiète d'une sup-
plance envers les riches,
« effort à deux vitesses ».
l'Etat a raison de présen-
les retraites comme « es-
préservé notre modèle

social. Avant d'être débordé par ses
troupes, il devrait aussi défendre sa poli-
tique de l'offre comme primordiale pour
sauvegarder notre système redistributif,
le plus généreux au monde. Sans crois-
sance, ni créations d'emploi, il court à la
faillite. Or la France ne se contente pas
d'afficher - déjà - le niveau de protection
sociale le plus coûteux de l'OCDE, elle est
aussi le pays qui en fait le plus supporter

la charge sur les seules entreprises, au
prix d'un coût du travail et d'un écrase-
ment des marges mortifères. Faut-il donc
en rajouter, quand la crise énergétique
menace notre industrie?

Qu'importent les vociférations
étatistes et taxatrices, maintenir une
ligne pro-business relève donc plus
que jamais de l'investissement dans
l'avenir. A condition bien sûr de ne pas

multiplier, au prétexte de protéger les
Français, les dépenses pérennes finan-
cées à crédit, c'est-à-dire par les impôts
de demain. La fin de l'assistanat et de
l'interventionnisme sans contrôle,
voilà aussi ce que réclament les contri-
buables. Pour taxer moins, il faut dé-
penser moins. A l'euro près.

Rémi Godeau
@remigodeau

ait de l'école sa cible privilégiée, n'est « pas en voie d'apaisement »,
Renseignements territoriaux que révèle l'Opinion

Islam: le repli identitaire se renforce en France

Extension du domaine de la lutte

L'Education nationale publiera courant novembre son bilan mensuel des atteintes à la laïcité, après les 313 signalements recensés en octobre. Pointant la responsabilité des réseaux sociaux, le ministre Pap Ndiaye avait commenté dans *Le Monde* que « la République est plus forte que TikTok », promettant des mesures fortes pour contrer cette montée du fondamentalisme.

Marie-Amélie Lombard-Latune

LA PRESSION ISLAMISTE n'est pas près de diminuer. Son offensive sur l'école, qui se poursuit, n'en est que la manifestation la plus tangible. Elle s'exerce aussi sur un autre terrain où, à l'inverse des voiles ou des abayas dans les établis-

sements scolaires, elle n'a strictement rien d'illégal: l'espace public. Signe le plus concret de cette présence accrue d'un islam rigoriste? Des femmes, notamment jeunes, en tenues religieuses

●●● Page 2



KAK

Islam : le repli identitaire se renforce en France

●●● Suite de la page 1

strictes, qu'on ne rencontrait jusqu'à une période récente que dans les quartiers à forte population immigrée, se croisent aujourd'hui régulièrement dans les centres-villes, dans Paris intra-muros comme à Toulouse ou Marseille, dans les métropoles comme dans les agglomérations moyennes.

Le constat est largement partagé par les services spécialisés. A la tête du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), le préfet Christian Gravel le souligne : « Cette visibilité de vêtements à caractère religieux est manifeste partout. Dans la rue comme dans les piscines avec le burkini, le sport avec le phénomène des "hijabeuses" ou encore à l'université. Ces manifestations identitaires traduisent une volonté de marquer l'espace. Un objectif qui n'a jamais cessé depuis l'affaire du foulard de Creil en 1989, alternant phases faibles et fortes. Là, nous sommes clairement dans une dynamique offensive depuis six mois. Elle participe à la stratégie de la mouvance islamiste de provoquer des phases de tensions suivies de phases de victimisation et de dénonciation d'une pseudo- "islamophobie". »

Sécessionnistes. Dans les banlieues populaires, le port du hijab, qui, encore une fois, n'est pas contraire à la loi, est « devenu la norme, sans d'ailleurs être forcément associé à un geste militant, constate Gilles Clavreul, co-fondateur du Printemps républicain. Etre

« Les réseaux islamistes veulent diffuser cette vision extrémiste de l'islam, de femmes et d'hommes qui revendiquent fièrement leur volonté de contre-société »

habillée à l'occidentale pour les femmes y est tout simplement devenu l'exception ». Un secrétaire général de préfecture dans le Sud le note : « Quand je réunis les associations de quartier, toutes les femmes sont voilées. » Exemple aussi à Nantes, ville qui « se communalise rapidement », selon un élu au parler cash : « Ce qu'on voyait dans l'Est, à Mulhouse ou Strasbourg, arrive à l'Ouest. Le dress-code, c'est le golfe arabo-persique. » En 2016, l'Institut Montaigne évaluait à 28% la proportion de musulmans classés comme « sécessionnistes et autoritaires » en France.

Si l'on prend la question froidement, jusqu'où cette banalisation du voile est-elle problématique ? Elle l'est sans conteste pour Christian Gravel : « Les réseaux islamistes veulent diffuser cette vision extrémiste de



Des femmes en tenues religieuses se croisent régulièrement Paris comme à Toulouse, dans les métropoles comme dai

qu'est la religion musulmane », ajoute le SCRT. A Joué-lès-Tours, deux femmes en abayas ont été repérées aux abords d'un lycée, semblant « s'assurer que les élèves soient bien revêtues de la tenue musulmane [...]. Une élève a qui il avait été demandé d'enlever son voile a fait part de sa crainte de l'enlever, affirmant qu'elle-même et ses coreligionnaires étaient "sous surveillance" ». D'autres incidents, déclenchés par des groupes, ont eu lieu à Agen, Noyon, Plaisir ou Limoges.

La note, qui complète les alertes déjà émises par le CIPDR ou les équipes Valeurs de la République dans l'Éducation nationale, a été rédigée avant la manifestation de lycéennes épaulées par l'Unef réclamant la « liberté vestimentaire » devant leur établissement à Clermont-Ferrand mi-octobre et les violences répétées au lycée Joliot-Curie de Nanterre sur fond, notamment, de revendications du port de tenues religieuses.

Stratégie marketing. Au terme de ces 12 pages sur le « repli identitaire », la conclusion des Renseignements territoriaux interpelle. « La frange fondamentaliste islamiste, qui n'a jamais accepté et a toujours dénoncé la loi de 2004 [interdisant les signes religieux] bénéficie actuellement d'un contexte favorable dont elle entend tirer profit. Patiente [...], elle paraît en capacité d'inscrire son action dans la durée et de poursuivre la diversification de

Dans les familles de culture musulmane, les frictions sont nombreuses entre

Rac
Tik
lem
son
luer
I
est t
ayar
de 8
une
Gra
racc
bier
mist
rer
tion
tita
Kan
les
dyn
s'ar

l'islam, de femmes et d'hommes qui revendiquent fièrement leur volonté de contre-société »

habillée à l'occidentale pour les femmes y est tout simplement devenu l'exception ». Un secrétaire général de préfecture dans le Sud le note : « Quand je réunis les associations de quartier, toutes les femmes sont voilées. » Exemple aussi à Nantes, ville qui « se communitarise rapidement », selon un élu au parler cash : « Ce qu'on voyait dans l'Est, à Mulhouse ou Strasbourg, arrive à l'Ouest. Le dress-code, c'est le golfe arabo-persique. » En 2016, l'Institut Montaigne évaluait à 28% la proportion de musulmans classés comme « sécessionnistes et autoritaires » en France.

Si l'on prend la question froidement, jusqu'où cette banalisation du voile est-elle problématique ? Elle l'est sans conteste pour Christian Gravel : « Les réseaux islamistes veulent diffuser cette vision extrémiste de l'islam, de femmes et d'hommes qui revendiquent fièrement leur volonté de contre-société, porteurs d'un message explicite : "Nous ne sommes pas comme vous, peuple de mécréants. Nous rejetons vos codes malsains". Le phénomène est largement plus profond et grave qu'un effet de mode. Ce séparatisme n'a pas vocation à s'atténuer dans les années à venir. S'appuyant sur des puissances étrangères disposant de moyens considérables, c'est un projet politique global dont l'école est la première cible. »

L'école n'en a pas fini avec les atteintes à la laïcité. Malgré la prise en compte du phénomène des abayas et des qamis, malgré la fermeté ministérielle affichée depuis la rentrée, malgré les promesses répétées lors des hommages à Samuel Paty. Une note du Service central des renseignements territoriaux (SCRT) sur les atteintes à la laïcité en milieu scolaire datée du 13 octobre 2022, que l'Opinion s'est procurée, est pessimiste. « Les premières tendances (observées depuis la rentrée de septembre) ne semblent pas prendre la voie de l'apaisement », écrivent ses auteurs selon qui tous les signaux sont au rouge. « La multiplication des atteintes à la laïcité en milieu scolaire est le signe de la banalisation de l'islam fondamentaliste par les jeunes générations de fidèles », poursuivent-ils.

Les contournements de l'interdiction du voile, les contestations d'enseignements, les revendications communautaristes, encore majoritairement le fait d'actes individuels et isolés, sont de plus en plus le fruit de « stratégies coordonnées », menées par des groupes d'élèves ou des associations de parents d'élèves. Dans un lycée de Montauban, une vingtaine de jeunes filles musulmanes, d'origine maghrébine ou tchétchène, « mènent ouvertement une "croisade" pour le droit au port du voile ».

« Ces élèves au discours bien rodé interpellent régulièrement les professeurs sur ce

La note, qui complète les alertes déjà émises par le CIPDR ou les équipes Valeurs de la République dans l'Education nationale, a été rédigée avant la manifestation de lycéennes épaulées par l'Unef réclamant la « liberté vestimentaire » devant leur établissement à Clermont-Ferrand mi-octobre et les violences répétées au lycée Joliot-Curie de Nanterre sur fond, notamment, de revendications du port de tenues religieuses.

Stratégie marketing. Au terme de ces 12 pages sur le « repli identitaire », la conclusion des Renseignements territoriaux interpelle. « La frange fondamentaliste islamiste, qui n'a jamais accepté et a toujours dénoncé la loi de 2004 [interdisant les signes religieux] bénéficie actuellement d'un contexte favorable dont elle entend tirer profit. Patiente [...], elle paraît en capacité d'inscrire son action dans la durée et de poursuivre la diversification de

Dans les familles de culture musulmane, les frictions sont nombreuses entre les jeunes générations et leurs mères. « Les femmes émancipées, entrées dans l'âge adulte dans les années 1990, cet obscurantisme, ça les gave ! »

ses pressions, notamment en cherchant des relais auprès de certaines institutions internationales », estiment les services.

Outre l'influence des « imams fréristes ou salafistes », déjà abondamment relevée, c'est le glissement de leur discours qui inquiète : « Au-delà de [l']argumentation purement religieuse, l'islamosphère, qui s'est construite sur la dénonciation de l'islamophobie, s'engage ouvertement sur le terrain politique », relèvent-ils encore, rappelant qu'elle peut trouver un allié auprès du Comité des droits de l'homme de l'ONU. Parmi les exemples de cet activisme de l'islamosphère est cité le sermon d'un de ses prédicateurs, Nader Cheecha - intitulé « Ces femmes qui enlèvent leur voile » - qui a été visionné par près de 400 000 fois depuis mai 2021. Ou l'activisme d'influenceuses telles que Lena Delporte (613 000 abonnés, 41 millions de likes sur TikTok). Sur l'un des extraits, la jeune femme, dont seul l'ovale du visage est apparent, joue avec son chat... La tenue islamique devient « une tendance de mode », voire « une stratégie marketing ».

Et tant pis si « les nombreuses adolescentes qui s'exhibent sur les réseaux sociaux », avec maquillage et accessoires, « sont en complète opposition avec la pratique rigoriste de la pudeur musulmane ». Des attitudes qui ne sont d'ailleurs pas condamnées, précisent les Renseignements territoriaux citant l'imam de Brest

orce en France



SIPA PRESS

ieuses se croisent régulièrement dans les centres-villes, à
as les métropoles comme dans les agglomérations moyennes.

te le SCRT.
abayas ont
e, semblant
bien revê-
Une élève a
son voile a
affirmant
res étaient
idents, dé-
ieu à Agen,

ertes déjà
Valeurs de
onale, a été
lycéennes
la « liberté
issement à
es violences
anter sur
ons du port

de ces 12
conclusion
interpelle.
iste, qui n'a
oncé la loi
ligieux] bé-
e favorable
te [...], elle
action dans
ification de

Rachid Abou Houdyfa qui, le 29 septembre sur
TikTok, indiquait que lui-même « avait eu éga-
lement des comportements inappropriés dans
son passé » et prédisait que « cette jeunesse évo-
luera dans la foi comme lui ».

Le raz-de-marée sur les réseaux sociaux
est tel qu'une recherche Google sur des termes
ayant un rapport avec l'islam « renvoie à plus
de 80% à des sites d'obédience salafiste ayant
une approche ultra-rigoureuse », assure Christian
Gravel. Un élu socialiste originaire du Maghreb
raconte ses surprises sur Internet : « Je prends
bien soin de ne pas cliquer sur des liens isla-
mistes. Pourtant, les algorithmes doivent repé-
rer que je lis l'arabe et me balancent leur pub. »

Montée du communautarisme, affirma-
tion des particularismes, revendications iden-
titaires : l'essayiste et consultant Hakim El
Karoui (également chroniqueur à l'Opinion)
les connaît bien : « Il n'y a aucune raison que la
dynamique engagée depuis plusieurs années
s'arrête. Cela étant, elle doit être reliée à la vo-

lonté d'« être soi-même » des moins de 30 ans
aujourd'hui. » Dans les familles de culture mu-
sulmane, les frictions sont nombreuses entre
les jeunes générations et leurs mères. « Les
femmes émancipées, entrées dans l'âge adulte
dans les années 1990, cet obscurantisme, ça les
gave ! », résume l'une d'elles.

« Bledards ». Quel discours opposer à ces
signaux de rupture ? Pour le SCRT, les prises
de position des « référents religieux modé-
rés » sont « rares, inaudibles et attaquées ».
Ainsi quand, le 3 octobre dernier, le recteur
du Conseil des mosquées du Rhône, Kamel
Kabane, lance un appel à l'apaisement sur les
tenues islamiques en milieu scolaire, il est aus-
sitôt la cible du site « Des Dômes et des min-
arets » pour ce « communiqué de la honte ».

« Plus les pouvoirs publics mettent en
avant des « autorités musulmanes », moins cela
a d'effet », prévient Hakim El Karoui qui se mé-
fie d'un « catéchisme républicain qu'on oppo-
serait au catéchisme islamiste ». Vus comme
des « bledards », les responsables musulmans
n'ont aucun poids face aux influenceurs Tik-
Tok. « Dini Tv, à 29 euros par mois, dont la page
d'accueil ressemble à Netflix et qui donne tous
les conseils pour être un « bon musulman »,
compte près de 300 000 abonnés », remarque
encore le consultant. A la tête de Dini Tv, on
retrouve l'imam de Brest, de son vrai nom Ra-
chid Eljay.

Les réseaux sociaux sont à l'évidence ces
instruments de pénétration extrêmement puis-
sants pour les entrepreneurs identitaires. « Der-
rière eux, les Frères musulmans poursuivent
deux objectifs, selon le politologue Dominique
Reynié. D'une part, un rappel à l'ordre, une
réaffirmation autoritaire de la règle par peur
que les jeunes générations musulmanes, qui
côtoient la sphère LGBT et woke, n'en subissent
l'influence. D'autre part, une mise en tension
du lien national, de l'héritage laïc ». Les Ren-
seignements territoriaux enfoncent le clou : « Le
port du voile, et, plus généralement, le respect
de la « pudeur islamique » sont activement en-
couragés par les mouvances fondamentalistes
qui ont fait de la jeunesse la principale cible de
leur propagande. »

@malombard

La concurrence croissante des écoles coraniques

« DANS LES QUARTIERS POPULAIRES, le
terme « école » ne renvoie plus à l'école pu-
blique mais à l'école coranique » : le Service
central des renseignements territoriaux
(SCRT) relève cette « évolution sémantique
révélatrice » dans sa note sur le « repli iden-
titaire » datée du 13 octobre 2022 et dont

tions, l'implication dans le soutien scolaire »,
décrit la synthèse du SCRT. Elliptique cepen-
dant quand elle évoque « le profil de certains
parents, soucieux de l'instruction religieuse

« Dans certains
quartiers, les madrasas

idents, dé-
ieu à Agen,

lertes déjà
Valeurs de
onale, a été
lycéennes
la « liberté
issement à
s violences
antere sur
ons du port

né de ces 12
conclusion
interpelle.
iste, qui n'a
oncé la loi
ligieux] bé-
le favorable
ite [...], elle
action dans
ification de

ons
s
s,
adulte
o,

erchant des
ons interna-

fréristes ou
levée, c'est
si inquiète :
rement reli-
construite
hobie, s'en-
politique »,
qu'elle peut
les droits de
mples de cet
é le sermon
eecha - inti-
voile » - qui
fois depuis
seuses telles
nés, 41 mil-
des extraits,
lu visage est
à tenue isla-
ode », voire

adolescentes
iaux », avec
n complète
ste de la pu-
qui ne sont
ent les Ren-
lam de Brest

de 80% à des sites d'obédience salafiste ayant une approche ultra-rigoureuse », assure Christian Gravel. Un élu socialiste originaire du Maghreb raconte ses surprises sur Internet : « Je prends bien soin de ne pas cliquer sur des liens islamistes. Pourtant, les algorithmes doivent repérer que je lis l'arabe et me balacent leur pub. »

Montée du communautarisme, affirmation des particularismes, revendications identitaires : l'essayiste et consultant Hakim El Karoui (également chroniqueur à l'Opinion) les connaît bien : « Il n'y a aucune raison que la dynamique engagée depuis plusieurs années s'arrête. Cela étant, elle doit être reliée à la vo-

deux objectifs, selon le politologue Dominique Reynié. D'une part, un rappel à l'ordre, une réaffirmation autoritaire de la règle par peur que les jeunes générations musulmanes, qui côtoient la sphère LGBT et woke, n'en subissent l'influence. D'autre part, une mise en tension du lien national, de l'héritage laïc. Les Renseignements territoriaux enfoncent le clou : « Le port du voile, et, plus généralement, le respect de la "pudeur islamique" sont activement encouragés par les mouvances fondamentalistes qui ont fait de la jeunesse la principale cible de leur propagande. »

@malombard

La concurrence croissante des écoles coraniques

« DANS LES QUARTIERS POPULAIRES, le terme "école" ne renvoie plus à l'école publique mais à l'école coranique » : le Service central des renseignements territoriaux (SCRT) relève cette « évolution sémantique révélatrice » dans sa note sur le « repli identitaire » datée du 13 octobre 2022 et dont l'Opinion a eu connaissance. « De fait, les "madrasas" (écoles coraniques en arabe) sont considérées comme des établissements concurrents de l'école publique [...] Cette ambiguïté est d'ailleurs alimentée par les fondamentalistes qui donnent à leurs structures d'accueil périscolaires des noms tels que L'École du savoir, L'École de la réussite ou L'École de Lumière », écrivent les auteurs de cette synthèse. « L'influence de l'enseignement islamique dispensé par les écoles coraniques locales depuis le plus jeune âge doit être soulignée », préviennent-ils avant d'ajouter : « Si la plupart des "madrasas" diffusent un islam modéré, une minorité significative, associée à des mosquées fondamentalistes, prodigue un enseignement religieux susceptible de répercussions sur l'institution scolaire publique ».

Périscolaire. C'est donc sur le périscolaire que s'est portée l'attention des services de renseignement. Un secteur qui ne laisse pas d'inquiéter les observateurs du phénomène séparatiste. Cette myriade d'associations qui se sont développées depuis plusieurs décennies est plus difficile à contrôler que les établissements hors contrat musulmans. Selon le ministère de l'Intérieur, depuis janvier dernier, deux écoles coraniques ont été fermées et six écoles privées hors contrat ont fait l'objet d'une fermeture temporaire ou définitive.

« Dans certains quartiers, les madrasas fondamentalistes sont d'autant plus influentes qu'elles accueillent la quasi-totalité des jeunes musulmans du secteur. Leur attractivité repose sur plusieurs motifs : une discipline rigoureuse et des horaires d'accueil très étendus, le faible coût des cotisa-

tions, l'implication dans le soutien scolaire », décrit la synthèse du SCRT. Elliptique cependant quand elle évoque « le profil de certains parents, soucieux de l'instruction religieuse

« Dans certains quartiers, les madrasas fondamentalistes sont d'autant plus influentes qu'elles accueillent la quasi-totalité des jeunes musulmans du secteur »

ou de l'apprentissage de la langue arabe », ce qui peut paraître évident quand on inscrit son enfant dans une école coranique.

Environ 25% des mosquées implantées sur le ressort des Renseignements territoriaux « évoluent dans une mouvance fondamentaliste de l'islam, notent ces derniers. La quasi-totalité dispose d'une école coranique, parfois confiée à une association satellite ». La note détaille le cas d'une commune de l'Hérault, Montagnac, où au cours des deux dernières années scolaires « les écoles et collèges publics ont signalé de nombreux propos radicaux, tenus par des élèves souvent très jeunes ».

Les exemples cités sont d'intensités très diverses. D'un « Ce mec avec ce qu'il a fait, il est allé trop loin, il l'a bien cherché », lancé par un collégien lors d'un hommage à Samuel Paty, à un « Les Arabes ne font pas de bisous sur la bouche » prononcé par un enfant de maternelle... Le service des Renseignements territoriaux de l'Hérault « a établi que tous ces enfants fréquentaient l'école coranique de la mosquée locale, dominée par les salafistes ». Les petites filles, de 7 à 11 ans, s'y rendaient voilées. Le 4 février dernier, cette madrasa a été fermée et une nouvelle association a repris la mosquée.

M.-A.L.-L.